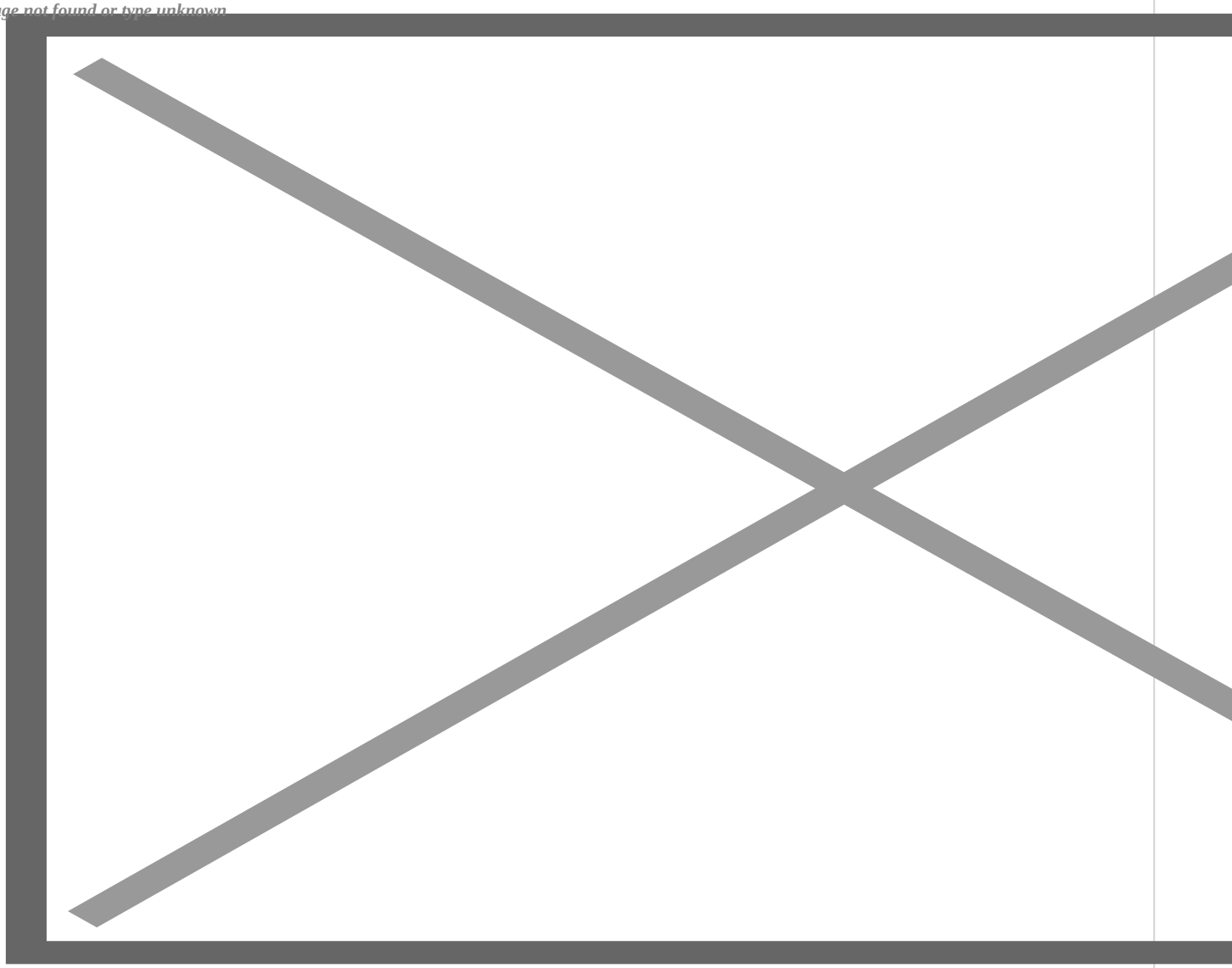
La juge chargée de l'affaire de l'attentat contre la vice-présidente argentine sera récusée.

Image not found or type unknown



La Havane, 14 nov. (RHC)- Les avocats de la vice-présidente argentine, Cristina Fernández, ont décidé de présenter ce lundi formellement la récusation de la juge María Eugenia Capuchetti pour avoir paralysé et boycotté le procès sur la tentative d'assassinat de leur cliente.

Selon Página 12, la demande présentée par maître José Manuel Ubeira et maître Marcos Aldazabal, représentants de l'ancienne cheffe d'État, se base sur l'obstruction à l'enquête lorsque les premières preuves des liens entre les politiciens de l'opposition et l'assassinat sont apparues.

Pour le rappel, le 1er septembre de cette année, un individu nommé Fernando Sabag a pointé une arme à feu sur la tête de Cristina Fernández.

L'homme, sa compagne Brenda Uliarte et un autre suspect (Gabriel Carrizo) restent en détention. Mais la juge Capuchetti a refusé d'analyser leurs liens avec l'organisation d'extrême droite Révolution Fédérale, qui a reçu des fonds de la société Caputo Hermanos, dont les propriétaires sont liés à l'ancien président Mauricio Macri.

Récemment, la vice-présidente a posté une vidéo sur le réseau social Twitter, dans laquelle les liens des politiciens avec l'attaque sont détaillés et il est indiqué que l'agression était "la plus grave d'une série d'actions violentes contre Fernández cette année".

Selon ce document, un témoin a déclaré que deux jours avant l'attentat, dans le bar Casablanca, situé près du Congrès national, il a entendu le député Gerardo Milman dire à deux femmes qui l'accompagnaient: "Quand ils la tueront, je serai en route vers la côte".

Gerardo Milman est membre du parti d'opposition Proposition républicaine et il a géré le secteur du renseignement lorsqu'il était chef adjoint de la Sécurité lorsque la dirigeante de cette organisation, Patricia Bullrich, était ministre de la Défense, pendant l'administration de Macri (2015-2019).

Selon la vidéo, les déclarations du témoin ont été corroborées et les femmes qui se trouvaient à Casablanca, deux des conseillères du député, ont menti dans un premier moment, mais elles ont dû admettre qu'elles étaient dans le bar après la diffusion des images des caméras de surveillance.

Malgré tout, la juge Capuchetti n'a pris aucune mesure pour approfondir l'enquête et Milman n'a toujours pas été convoqué. En outre, il a été découvert que le 18 août, 13 jours avant l'attaque contre Cristina Fernández, le politicien a présenté un document dans lequel il mettait en garde contre une possible attaque contre l'ex-présidente, selon les documents.

Le texte a été signé par un autre membre du Congrès, Francisco Sanchez, qui avait auparavant demandé la peine de mort pour la vice-présidente, et se termine par la phrase suivante : "Sans péronisme, il y a encore l'Argentine".

Source: Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/304864-la-juge-chargee-de-laffaire-de-lattentat-contre-la-vice-presidente-argentine-sera-recusee

Radio Habana Cuba